

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3358

[C - 2002/27874]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Décret modifiant les décrets du 27 juin 1996  
relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret du 11 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au 2°, les termes « en raison de leur nature ou de leur composition » sont insérés entre les termes « assimilés à de tels déchets » et les termes « par arrêté du Gouvernement. »

2. Le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° déchets inertes : les déchets ne subissant aucune modification physique, chimique ou biologique importante, ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune autre réaction physique ou chimique, n'étant pas biodégradables et ne détériorant pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

La production totale de lixiviats et la teneur des déchets inertes en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines. »

3. Le 13° est remplacé par la disposition suivante :

« 13° prétraitement : processus physique, chimique, thermique ou biologique, y compris le tri, qui modifie les caractéristiques des déchets de manière à réduire leur volume ou leur caractère dangereux, à en faciliter la manipulation, à en favoriser la valorisation ou à en permettre l'élimination. »

4. Le 18° est remplacé par la disposition suivante :

« 18° centre d'enfouissement technique :

un site d'élimination des déchets par dépôt des déchets sur ou dans la terre (c'est-à-dire en sous-sol), y compris :

- les décharges internes (c'est-à-dire les décharges où un producteur de déchets procède lui-même à l'élimination des déchets sur le lieu de production);

- un site permanent (c'est-à-dire pour une durée supérieure à un an) utilisé pour stocker temporairement les déchets à l'exclusion :

- des installations où les déchets sont déchargés afin de permettre leur préparation à un transport ultérieur en vue d'une valorisation, d'un traitement ou d'une élimination en un endroit différent;

- du stockage des déchets avant valorisation ou traitement pour une durée inférieure à trois ans en règle générale;

- du stockage des déchets avant élimination pour une durée inférieure à un an. »

5. L'article 2 est complété par les définitions suivantes :

« 27° déchet biodégradable : tout déchet pouvant subir une décomposition anaérobie ou aérobie, en ce compris les déchets alimentaires, les déchets de jardin, le papier et le carton;

28° déchet liquide : tout déchet sous forme liquide à l'exclusion des boues;

29° lixiviats : liquide filtrant par percolation des déchets mis en centre d'enfouissement technique, qu'il s'écoule d'un centre d'enfouissement technique ou qu'il soit contenu dans celui-ci. »

**Art. 2.** A l'article 19 du même décret, modifié par les décrets du 17 décembre 1997 et du 11 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 3 du paragraphe 3 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement établit les circonstances exceptionnelles dans lesquelles il peut être dérogé à l'interdiction de mise en centre d'enfouissement technique. Ces circonstances exceptionnelles peuvent notamment viser l'absence d'installations de traitement ou de gestion, l'arrêt ou un retard imprévu dans la mise en place de l'installation de traitement ou d'une filière de gestion. Toute dérogation prévue au présent alinéa ne peut se faire que dans le respect des législations européennes en vigueur. »

2. Le paragraphe 5 est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 20 du même décret, partiellement annulé par l'arrêt n° 81/97 de la Cour d'arbitrage et modifié par le décret du 11 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> est abrogé.

2. Le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Les personnes morales de droit public ou de droit privé qui souhaitent exploiter un centre d'enfouissement technique doivent en faire la proposition dans le cadre du plan des centres d'enfouissement technique visé à l'article 24, § 2.

Pour tout nouveau centre d'enfouissement technique repris au plan visé à l'article 24, § 2, seule la personne morale de droit public ou de droit privé ayant présenté la proposition relative à ce centre peut obtenir un permis d'environnement pour l'exploitation de celui-ci.

Par dérogation à l'alinéa précédent, toute autre personne morale que celle visée à l'alinéa précédent peut obtenir un permis d'environnement pour l'exploitation d'un nouveau centre d'enfouissement technique inscrit dans le plan des centres d'enfouissement technique pour autant qu'elle ait obtenu l'accord préalable du Gouvernement.

Les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 du paragraphe ne s'appliquent pas :

1° aux centres d'enfouissement technique existant avant l'adoption du plan des centres d'enfouissement technique visé à l'article 24, § 2;

2° aux centres d'enfouissement technique destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets. »

3. Au § 3, les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

4. Au § 4, les termes « de déchets industriels » et les termes « et les règles tarifaires à observer » sont supprimés.

5. Au § 5, les termes « , alinéas 1<sup>er</sup> à 3 » sont supprimés. »

**Art. 4.** A l'article 25, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes « visées aux articles 20, § 2, et 39 » sont remplacés par les termes « et la société publique visée à l'article 39 ».

**Art. 5.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par la définition suivante :

« 22° post-gestion d'un centre d'enfouissement technique : les obligations d'entretien, de surveillance, et de contrôle mises à charge de l'exploitant du centre d'enfouissement technique suite à sa remise en état. »

**Art. 6.** A l'article 17, alinéa 2, du même décret, un 9° est ajouté comme suit :

« 9° en ce qui concerne les centres d'enfouissement technique, de connaître les mesures qui devront être prises en ce qui concerne la post-gestion. »

**Art. 7.** L'article 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret est complété comme suit :

« 4° les conditions relatives à la post-gestion de l'établissement pour les centres d'enfouissement technique. »

**Art. 8.** A l'article 55 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Cette sûreté est en tout cas toujours exigée pour les centres d'enfouissement technique visés au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. »

2. Un paragraphe *6bis* rédigé comme suit est ajouté :

« § 6*bis*. En ce qui concerne les centres d'enfouissement technique, la sûreté visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4 comprend une partie relative à la remise en état du centre d'enfouissement technique et une autre relative à sa post-gestion.

Par dérogation au § 5 de la présente disposition, le fonctionnaire technique constate, à la demande de l'exploitant et sur la base d'un rapport dont le Gouvernement arrête le contenu, si la remise en état du centre d'enfouissement technique ou d'une de ses cellules est conforme aux conditions du permis d'environnement. En vue de constater la remise en état, le fonctionnaire technique inspecte la cellule ou les cellules et contrôle le rapport requis en vertu du présent décret. Le fonctionnaire technique est tenu de se prononcer sur la remise en état dans un délai de soixante jours à dater de l'introduction par l'exploitant de la demande de constat et du rapport.

La libération de la sûreté relative à la remise en état du centre d'enfouissement technique peut être fractionnée en fonction de la remise en état des différentes cellules destinées à être exploitées. Cette partie de la sûreté, en ce compris les intérêts éventuels produits, est libérée suite au constat de la remise en état du centre d'enfouissement technique et restituée, conformément aux modalités fixées en application des paragraphes 5, alinéa 2, et 7.

La partie de la sûreté relative à la post-gestion du centre d'enfouissement technique est libérée lorsque le fonctionnaire technique constate que le centre d'enfouissement technique n'est plus susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement.

Dans cette hypothèse, la sûreté relative à la post-gestion du centre d'enfouissement technique est libérée et les intérêts éventuels produits sont restitués, conformément aux modalités fixées en application du paragraphe 7. »

3. Au paragraphe 7, les termes « lorsque le centre d'enfouissement technique n'est plus susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement » sont insérés après les termes « en matière de remise en état. »

**Art. 9.** Dans le même décret, il est inséré un article *55bis*, rédigé comme suit :

« Art. *55bis*. L'autorité compétente, sur proposition du fonctionnaire technique intégrée dans le rapport de synthèse, fixe, en ce qui concerne les centres d'enfouissement technique, les règles tarifaires minimales applicables au déversement des déchets en vue de couvrir la totalité des coûts d'installation et d'exploitation du centre d'enfouissement technique, y compris les coûts de la garantie financière, des assurances et les coûts estimés de la remise en état et de la post-gestion du centre. »

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré un article *59bis*, rédigé comme suit :

« Art. *59bis*. - Après la remise en état d'un centre d'enfouissement technique, l'exploitant est tenu d'en assurer la post-gestion pour toute la durée que le fonctionnaire technique jugera nécessaire jusqu'à la décision qu'il prendra en vertu de l'article 55, § *6bis*, alinéa 4.

La post-gestion du centre d'enfouissement technique comprend notamment les obligations suivantes :

1° l'entretien général du site, et en particulier celui des installations de traitement des gaz de décharge et des lixiviats;

2° la surveillance des gaz et des eaux rejetés par le centre d'enfouissement technique;

3° le contrôle de la qualité des eaux de surface, des nappes aquifères, de l'air ambiant, des sols et des sous-sols susceptibles d'être affectés par le centre d'enfouissement technique.

Le Gouvernement est habilité à fixer les modalités selon lesquelles ces obligations seront mises à charge de l'exploitant. »

**Art. 11.** A l'article 77 du même décret, il est inséré au paragraphe 1<sup>er</sup>, in fine, un 4° rédigé comme suit :

« 4° celui qui contrevient à l'article *59bis*. »

**Art. 12.** A l'article 79 du même décret, les termes « *59bis* » sont insérés après les termes « 58, § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 13.** A l'article 180 du même décret, les alinéas suivants sont ajoutés :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les permis délivrés avant l'entrée en vigueur du présent décret pour l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique restent valables pour le terme fixé moyennant le respect des conditions suivantes.

Dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, l'exploitant d'un centre d'enfouissement technique autorisé avant l'entrée en vigueur du présent décret doit présenter à l'autorité compétente un plan d'aménagement du site comportant notamment les informations suivantes :

1° la description de la conformité du centre d'enfouissement technique et de ses annexes par rapport à la réglementation applicable et, le cas échéant, une description des mesures correctrices qui devraient être prises;

2° des informations sur sa capacité professionnelle, technique et financière à continuer à exploiter le centre d'enfouissement technique et à assumer les obligations de post-gestion.

Sur la base du plan d'aménagement du site soumis par l'exploitant, l'autorité compétente :

1° se prononce sur la poursuite de l'exploitation du centre d'enfouissement technique, en modifiant ou en complétant, le cas échéant, les conditions d'exploitation;

2° fixe les obligations de post-gestion conformément à l'article 59bis;

3° détermine les mesures nécessaires en vue de la désaffectation dans les meilleurs délais du centre d'enfouissement technique qui n'a pas obtenu l'autorisation de poursuivre son exploitation.

Le Gouvernement détermine les règles applicables à la présente disposition. »

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur en même temps que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—————  
Note

(1) Session 2001-2002.

Documents du Conseil 379 (2001-2002) N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 septembre 2002.

Discussion - Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3358

[C - 2002/27874]

**19. SEPTEMBER 2002 — Dekret zur Abänderung der Dekrete vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (1)**

Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, werden folgende Abänderungen angebracht:

1. Bei 2° wird der Wortlaut «wegen ihrer Art oder ihrer Zusammenstellung» wird zwischen den Wortlaut «und Abfälle, die» und den Wortlaut «durch einen Erlass der Regierung» eingefügt.

2. Punkt 6° wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«6° inerte Abfälle: Abfälle, die keine größere physikalische, chemische oder biologische Veränderung aufweisen, die sich nicht zersetzen, die nicht brennen und keine andere physikalische oder chemische Reaktion bewirken, die nicht biologisch abbaubar sind und keine anderen Stoffe, mit denen sie in Berührung kommen, so beschädigen, dass eine Umweltverschmutzung verursacht oder die menschliche Gesundheit gefährdet werden kann.

Die gesamte Auslaugbarkeit, der Schadstoffgehalt der inerten Abfällen und die Ökotoxizität des Sickerwassers müssen geringfügig sein und dürfen insbesondere die Qualität des Oberflächenwassers und/oder des Grundwassers nicht beeinträchtigen.»

3. Punkt 13° wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«13° Vorbehandlung: ein physikalisches, chemisches, thermisches oder biologisches Verfahren, einschließlich der Sortierung, das die Eigenschaften der Abfälle abändert, um ihr Volumen oder ihre Gefährlichkeit zu verringern, ihre Handhabung bzw. Verwertung zu erleichtern, oder ihre Beseitigung zu ermöglichen.»

4. Punkt 18° wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«18° technisches Vergrabungszentrum:

ein Standort zur Beseitigung der Abfälle, durch deren Lagerung auf bzw. in dem Boden (d. h. dem Unterboden), einschließlich:

- der internen Deponien (d. h. Deponien, wo ein Erzeuger von Abfällen deren Beseitigung am Erzeugungsort selbst vornimmt);

- eines ständigen Standortes (d. h. für eine Dauer, die ein Jahr übersteigt), der zur zeitweisen Lagerung von Abfällen benutzt wird, mit Ausnahme:

- der Anlagen, wo die Abfälle abgeladen werden, um deren Vorbereitung für einen späteren Transport im Hinblick auf eine Verwertung, eine Behandlung oder eine Beseitigung an einem anderen Ort zu ermöglichen;

- der Lagerung von Abfällen vor der Verwertung oder der Behandlung, für eine Dauer, die im Allgemeinen kürzer als drei Jahre ist;

- der Lagerung von Abfällen vor deren Beseitigung, für eine Dauer, die kürzer als ein Jahr ist.»

5. Artikel 2 werden die folgenden Definitionen hinzugefügt:

«27° biologisch abbaubarer Abfall: jeglicher Abfall, der aerob oder anaerob abgebaut werden kann, einschließlich der Nahrungsabfälle, der Gartenabfälle, des Papiers, des Kartons und der Pappe;

28° flüssiger Abfall: jeglicher Abfall in flüssiger Form mit Ausnahme des Schlamms;

29° Sickerwasser: Flüssigkeit, die durch die Abfälle, die in einem technischen Vergrabungszentrum gelagert werden, durchsickert, sei es, dass sie aus einem technischen Vergrabungszentrum emittiert oder in diesem eingeschlossen wird.»

**Art. 2** - In Artikel 19 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 1997 und vom 11. März 1999 werden die nachstehenden Abänderungen vorgenommen:

1. Absatz 3 des Paragraphen 3 wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ersetzt:

«Die Regierung bestimmt die außerordentlichen Umstände, unter denen von dem Verbot der Ablagerung in technischen Vergrabungszentren abgewichen werden kann. Diese außerordentlichen Umstände können insbesondere das Fehlen von Behandlungs- oder Bewirtschaftungsanlagen, die Einstellung oder eine unvorhergesehene Verspätung beim Anlegen der Behandlungsanlage oder eines Bewirtschaftungsverfahrens betreffen. Jegliche im vorliegenden Absatz vorgesehene Abweichung kann nur mit Rücksicht auf die geltenden europäischen Gesetzgebungen stattfinden.»

2. Paragraph 5 wird aufgehoben.

**Art. 3** - In Artikel 20 desselben durch das Urteil Nr. 81/97 des Schiedshofs teilweise aufgehobenen und durch das Dekret vom 11. März 1999 abgeänderten Dekrets werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1. Absatz 3 des § 1 wird aufgehoben.

2. Paragraph 2 wird durch den folgenden Text ersetzt:

«§ 2. Die juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts, die ein technisches Vergrabungszentrum betreiben möchten, müssen dies im Rahmen des in Artikel 24, § 2 erwähnten Planes der technischen Vergrabungszentren vorschlagen.

Bei jedem im in Artikel 24, § 2 erwähnten Plan enthaltenen neuen Vergrabungszentrum kann nur die juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die den Vorschlag bezüglich dieses Zentrums gemacht hat, eine Umweltgenehmigung für dessen Betreibung erhalten.

In Abweichung von dem vorherigen Absatz kann jede andere juristische Person, die nicht die im vorherigen Absatz erwähnte Person ist, eine Umweltgenehmigung für die Betreibung eines im Plan der Vergrabungszentren eingetragenen neuen technischen Vergrabungszentrums erhalten, insofern sie die vorherige Zustimmung der Regierung erhalten hat.

Die Absätze 1 bis 3 des Paragraphen finden keine Anwendung auf:

1° die technischen Vergrabungszentren, die vor der Verabschiedung des in Artikel 24, § 2 erwähnten Planes der technischen Vergrabungszentren bestanden;

2° die technischen Vergrabungszentren, die nur von einem einzigen Erzeuger von Abfällen benutzt werden.»

3. In § 3 werden die Absätze 2 und 3 gestrichen.

4. In § 4 wird der Wortlaut «für Industrieabfälle» und der Wortlaut «und die zu beachtenden Tarifregeln» gestrichen.

5. In § 5 wird der Wortlaut «, Absätze 1 bis 3» gestrichen.

**Art. 4** - In Artikel 25, § 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut «in Artikel 20, § 2 und 39 erwähnten» gestrichen und der Wortlaut «und die in Artikel 39 erwähnte öffentliche Gesellschaft» zwischen die Wörter «Rechts» und «innerhalb» eingefügt.

**Art. 5** - Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird mit der nachstehenden Definition ergänzt:

«22° Nachbewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums: die Verpflichtungen bezüglich des Unterhalts, der Überwachung und der Kontrolle, die dem Betreiber des technischen Vergrabungszentrums nach dessen Wiederinstandsetzung auferlegt werden.»

**Art. 6** - In Artikel 17, Absatz 2 desselben Dekrets wird der folgende Punkt 9° hinzugefügt:

«9° was die technischen Vergrabungszentren betrifft, die Kenntnis der Maßnahmen, die bezüglich der Nachbewirtschaftung zu treffen sein werden.»

**Art. 7** - Artikel 45, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets wird wie folgt ergänzt:

«4° die Bedingungen bezüglich der Nachbewirtschaftung des Betriebs für die technischen Vergrabungszentren.»

**Art. 8** - In Artikel 55 desselben Dekrets werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1. In § 1 wird ein wie folgt verfasster Absatz hinzugefügt:

«Diese Sicherheitsleistung wird auf jeden Fall immer für die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten technischen Vergrabungszentren angefordert.»

2. Ein wie folgt verfasster § 6bis wird hinzugefügt:

«§ 6bis. Was die technischen Vergrabungszentren betrifft, enthält die in den §§ 1 bis 4 erwähnte Sicherheitsleistung einen Teil für die Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums und einen anderen Teil für dessen Nachbewirtschaftung.

In Abweichung von § 5 der vorliegenden Bestimmung stellt der technische Beamte auf Anfrage des Betreibers und auf der Grundlage eines Berichts, dessen Inhalt durch die Regierung bestimmt wird, fest, ob die Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums oder einer seiner Zellen den Bedingungen der Umweltgenehmigung entspricht. Um die Wiederinstandsetzung festzustellen, inspiziert der technische Beamte die Zelle bzw. Zellen und kontrolliert er den gemäß dem vorliegenden Dekret erforderlichen Bericht. Der technische Beamte muss innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab der Einreichung durch den Betreiber des Antrags auf Feststellung und des Berichts über die Wiederinstandsetzung befinden.

Die Freigabe der Sicherheitsleistung in Bezug auf die Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums kann je nach dem Stand der Wiederinstandsetzung der verschiedenen Zellen, die betrieben werden sollen, aufgeteilt werden. Dieser Teil der Sicherheitsleistung, einschließlich der etwaigen abgeworfenen Zinsen, wird infolge der Feststellung der Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums freigegeben und gemäß den in Anwendung der Paragraphen 5, Absatz 2 und 7 festgesetzten Modalitäten zurückerstattet.

Der mit der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums verbundene Teil der Sicherheitsleistung wird freigegeben, wenn der technische Beamte feststellt, dass das technische Vergrabungszentrum keine Gefahr mehr für die Umwelt verursachen kann.

Ist dies der Fall, so wird die Sicherheitsleistung bezüglich der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums freigegeben, und werden die etwaigen abgeworfenen Zinsen gemäß den in Anwendung von § 7 festgesetzten Modalitäten zurückerstattet.»

3. In § 7 wird der Wortlaut «wenn das technische Vergrabungszentrum keine Gefahr mehr für die Umwelt verursachen kann» nach dem Wortlaut «in Sachen Wiederinstandsetzung nachgekommen ist» eingefügt.

**Art. 9** - Ein wie folgt verfasster Artikel 55bis wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 55bis - Auf einen im zusammenfassenden Bericht integrierten Vorschlag des technischen Beamten hin setzt die zuständige Behörde für die technischen Vergrabungszentren die minimalen tariflichen Regeln fest, die auf das Schütten von Abfällen anwendbar sind, um die Gesamtheit der Kosten für die Einrichtung und die Betreuung des technischen Vergrabungszentrums einschließlich der Kosten für die finanzielle Bürgschaft, der Versicherungen und der für die Wiederinstandsetzung und die Nachbewirtschaftung des Zentrums geschätzten Kosten zu decken.»

**Art. 10** - Ein wie folgt verfasster Artikel 59bis wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 59bis - Nach der Wiederinstandsetzung eines technischen Vergrabungszentrums muss der Betreiber dessen Nachbewirtschaftung für die ganze Dauer gewährleisten, die der technische Beamte als notwendig betrachtet wird, bis zur Entscheidung, die er gemäß Artikel 55, § 6bis, Absatz 4 treffen wird.

In der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums sind u.a. die nachstehenden Verpflichtungen enthalten:

1° der allgemeine Unterhalt des Standortes und insbesondere der Anlagen zur Behandlung der in Mülldeponien erzeugten Gase und des Sickerwassers;

2° die Überwachung der Gase und des Abwassers, die aus dem technischen Vergrabungszentrum stammen;

3° die Überprüfung der Qualität des Oberflächenwassers, der Grundwasserleitschichten, der umgebenden Luft, des Bodens und des Untergrunds, die durch das technische Vergrabungszentrum beeinträchtigt werden könnte.

Die Regierung ist zur Festsetzung der Modalitäten befugt, gemäß denen diese Verpflichtungen dem Betreiber auferlegt werden.»

**Art. 11** - Ein wie folgt verfasster Punkt 4° wird in Artikel 77 desselben Dekrets in den Paragraphen 1, in fine, eingefügt:

« 4° demjenigen, der Artikel 59bis zuwiderhandelt.»

**Art. 12** - Der Wortlaut «59bis» wird in Artikel 79 desselben Dekrets nach dem Wortlaut «58, § 1,» eingefügt.

**Art. 13** - Die folgenden Absätze werden dem Artikel 180 desselben Dekrets hinzugefügt:

«In Abweichung vom vorherigen Absatz bleiben die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets für die Betreuung eines technischen Vergrabungszentrums erteilten Genehmigungen unter Vorbehalt der Einhaltung der folgenden Bedingungen für den festgesetzten Zeitraum gültig.

Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets muss der Betreiber eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets genehmigten technischen Vergrabungszentrums der zuständigen Behörde einen Plan zur Gestaltung des Standortes vorlegen, in dem u.a. die folgenden Angaben stehen:

1° die Beschreibung der Übereinstimmung des technischen Vergrabungszentrums und der ihm angeschlossenen Einrichtungen mit der anwendbaren Regelung und, gegebenenfalls, eine Beschreibung der Korrekturmaßnahmen, die zu treffen wären;

2° Angaben über seine berufliche, technische und finanzielle Fähigkeit, das technische Vergrabungszentrum weiter zu betreiben und die mit der Nachbewirtschaftung verbundenen Verpflichtungen wahrzunehmen.

Auf der Grundlage eines von dem Betreiber vorgelegten Plans zur Gestaltung des Standortes:

1° entscheidet die zuständige Behörde über die Weiterführung der Betreuung des technischen Vergrabungszentrums, indem sie die Betriebsbedingungen gegebenenfalls ändert bzw. ergänzt;

2° setzt die zuständige Behörde die mit der Nachbewirtschaftung verbundenen Verpflichtungen gemäß Artikel 59bis fest;

3° bestimmt die zuständige Behörde die notwendigen Maßnahmen im Hinblick auf die fristgerechte Stilllegung des technischen Vergrabungszentrums, für welches keine Genehmigung zur weiteren Betreibung erteilt worden ist.

Die Regierung bestimmt die auf die vorliegende Bestimmung anwendbaren Regeln.»

**Art. 14** - Das vorliegende Dekret tritt zur gleichen Zeit wie das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. September 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Note

(1) Sitzung 2001-2002.

Unterlagen des Rates 379 (2001-2002) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. September 2002.

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 3358

[C - 2002/27874]

**19 SEPTEMBER 2002. — Decreet houdende wijziging van de decreten van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt gewijzigd als volgt :

1. In 2° worden de bewoordingen « wegens hun aard of hun samenstelling » ingevoegd tussen het woord « die » en het woord « ermee ».

2. Punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° inerte afvalstoffen : afvalstoffen die geen significante fysische, chemische of biologische veranderingen ondergaan. Inerte afvalstoffen lossen niet op, verbranden niet en vertonen ook geen andere fysische of chemische reacties, worden niet biologisch afgebroken en hebben geen zodanige negatieve effecten op andere stoffen waarmee zij in contact komen dat milieuverontreiniging of schade aan de volksgezondheid dreigt te ontstaan. De totale uitloogbaarheid en het gehalte aan verontreinigende componenten van de afvalstoffen, en de ecotoxiciteit van het percolaat mogen niet significant zijn en met name de kwaliteit van het oppervlaktewater en/of grondwater niet in gevaar brengen. »

3. Punt 13° wordt vervangen als volgt :

« 13° voorbehandeling : fysisch, chemisch, thermisch of biologisch proces, met inbegrip van het sorteren, tot wijziging van de eigenschappen van de afvalstoffen teneinde hun volume of hun gevaarlijke aard te beperken, het hanteren ervan te vergemakkelijken, hun nuttige toepassing te bevorderen of hun verwijdering mogelijk te maken;

4. Punt 18° wordt vervangen als volgt :

« 18° centrum voor technische ingraving : een afvalverwijderingsterrein voor het storten van afvalstoffen op of in de bodem (d.w.z. in de ondergrond), met inbegrip van :

- interne afvalstortplaatsen (d.w.z. waar een afvalproducent zijn eigen afval op de plaats van de productie verwijderd);

- een terrein dat permanent (d.w.z. meer dan een jaar lang) wordt gebruikt voor de tijdelijke opslag van afval, maar met uitsluiting van :

- voorzieningen waar afvalstoffen worden uitgeladen ter voorbereiding van verder transport voor terugwinning, behandeling of verwijdering elders;

- van opslag van afval voorafgaand aan terugwinning of behandeling voor een periode van in de regel minder dan drie jaar;

- van opslag van afvalstoffen voorafgaand aan verwijdering, voor een periode van minder dan één jaar; »

5. Artikel 2 wordt aangevuld als volgt :

« 27° biologisch afbreekbare afvalstoffen » : afvalstoffen die aëroob of anaëroob kunnen worden afgebroken, zoals voedsel- en tuinafval, alsook papier en karton;

« 28° vloeibare afvalstoffen » : afvalstoffen in vloeibare vorm, met inbegrip van afvalwater, maar met uitzondering van slib;

« 29° percolaat » : iedere vloeistof die door de bevrijde afvalstoffen sijpelt en afkomstig is uit een centrum voor technische ingraving of zich daarin bevindt. »

**Art. 2.** Artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 december 1997 en 11 maart 1999, wordt gewijzigd als volgt :

1. Het derde lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de buitengewone omstandigheden waarin kan worden afgeweken van het stortverbod in een centrum voor technische ingraving. Deze buitengewone omstandigheden kunnen met name betrekking hebben op het gebrek aan behandelings- of beheersinstallaties, het stoppen of een ongeplande vertraging in de inrichting van de behandelingsinstallatie of van een beheersfiliale. Elke in dit lid bedoelde afwijking kan slechts met inachtneming van de Europese vigerende wetgevingen plaatsvinden. »

2. Paragraaf 5 wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 20 van hetzelfde decreet, gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 81/97 van het Arbitragehof en gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt gewijzigd als volgt :

1. Het derde lid van § 1 wordt opgeheven.

2. Paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen die een centrum voor technische ingraving willen exploiteren, moeten het voorstel daarvan doen in het kader van het in artikel 24, § 2, bedoelde plan van de centra voor technische ingraving.

Voor elk nieuwe centrum voor technische ingraving vermeld in het in artikel 24, § 2, bedoelde plan mag slechts de publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die het voorstel betreffende dit centrum heeft gedaan, een milieuvergunning voor de exploitatie ervan krijgen.

In afwijking van het vorige lid mag elke andere rechtspersoon dan die bedoeld in het vorige lid een milieuvergunning krijgen voor de exploitatie van een nieuw centrum voor technische ingraving opgenomen in het plan van de centra voor technische ingraving voorzover hij de voorafgaande vergunning van de Regering heeft gekregen.

De leden 1 tot 3 van dezelfde paragraaf zijn niet van toepassing op :

1° de centra voor technische ingraving die reeds bestonden vóór de goedkeuring van het in artikel 24, § 2, bedoelde plan van de centra voor technische ingraving;

2° de centra voor technische ingraving die uitsluitend bestemd zijn voor een afvalproducent. »

3. In § 3 worden het tweede en het derde lid geschrapt.

4. In § 4 worden de woorden « van industriële afvalstoffen » en « en de in acht te nemen tarieven » geschrapt.

5. In § 5 worden de termen « leden 1 à 3 » geschrapt. »

**Art. 4.** In artikel 25, § 1, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen « de in de artikelen 20, § 2 en 39 bedoelde » geschrapt en worden de bewoordingen « de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij » ingevoegd na de woorden « privaat- en publiekrechtelijke rechtspersonen. »

**Art. 5.** Artikel 1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld als volgt :

« 22° nabeheer van een centrum voor technische ingraving : de verplichtingen inzake het onderhoud, het toezicht en de controle ten laste van de exploitant van het centrum voor technische ingraving ten gevolge van de sanering ervan. »

**Art. 6.** In artikel 17, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt :

« 9° wat betreft de centra voor technische ingraving, de maatregelen die zullen moeten worden getroffen inzake het nabeheer. »

**Art. 7.** Artikel 45, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 4° de voorwaarden betreffende het nabeheer van de inrichting voor de centra voor technische ingraving ».

**Art. 8.** Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. In § 1 wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Deze zekerheid wordt in ieder geval altijd verlangd voor de centra voor technische ingraving bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. »

2. Een § *6bis* wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § *6bis*. Wat betreft de centra voor technische ingraving bevat de in de §§ 1 tot 4 bedoelde zekerheid een deel betreffende de sanering van het centrum voor technische ingraving en een deel betreffende het nabeheer ervan.

In afwijking van § 5 van deze bepaling stelt de technisch ambtenaar op verzoek van de exploitant en op grond van een verslag waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald, vast of de sanering van het centrum voor technische ingraving of van één van zijn cellen voldoet aan de voorwaarden van de milieuvergunning. Om de sanering vast te stellen, controleert de technisch ambtenaar de cel(len) en het krachtens dit decreet vereiste verslag. De technisch ambtenaar moet zich uitspreken over de sanering binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de indiening door de exploitant van de vaststellingsaanvraag en van het verslag.

De bevrijding van de zekerheid betreffende de sanering van het centrum voor technische ingraving kan in tranches gedeeld worden naar gelang van de sanering van de verschillende cellen die geëxploiteerd zullen worden. Dit deel van de zekerheid, met inbegrip van de eventuele interessen, wordt bevrijd na vaststelling van de sanering van het centrum voor technische ingraving en wordt terugbetaald overeenkomstig de krachtens de §§ 5, tweede lid, en 7 bepaalde modaliteiten.

Het deel van de zekerheid betreffende het nabeheer van het centrum voor technische ingraving wordt bevrijd wanneer de technisch ambtenaar vaststelt dat het centrum voor technische ingraving geen gevaar meer voor het milieu kan opleveren.

In dit geval wordt de zekerheid betreffende het nabeheer van het centrum voor technische ingraving bevrijd en worden de eventuele interessen terugbetaald overeenkomstig de krachtens § 7 bepaalde modaliteiten.

2. In § 7 worden de woorden « wanneer het centrum voor technische ingraving geen gevaar meer voor het milieu kan opleveren » ingevoegd na de woorden « inzake de sanering nakomt. »

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *55bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *55bis*. Op voorstel van de technisch ambtenaar, dat in het syntheserapport opgenomen is, stelt de bevoegde overheid, wat betreft de centra voor technische ingraving, de minimale tarieven vast die van toepassing zijn op de lozing van afvalstoffen om alle kosten voor de installatie en de exploitatie van het centrum voor technische ingraving te dekken, met inbegrip van de kosten van de financiële garantie, van de verzekeringen en de geraamde kosten van de sanering en van het nabeheer van het centrum. »

**Art. 10.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *59bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *59bis*. Na de sanering van een centrum voor technische ingraving moet de exploitant zorgen voor het nabeheer ervan voor de hele duur die de technisch ambtenaar nodig zal achten tot de beslissing die hij zal nemen krachtens artikel 55, § *6bis*, vierde lid.

Het nabeheer van het centrum voor technische ingraving omvat met name de volgende verplichtingen :

1° het algemene onderhoud van de site, en in het bijzonder dat van de installatie voor de behandeling van de stortplaatsgassen en het percolaat;

2° het toezicht op de gassen en op het door het centrum voor technische ingraving geloosde water;

3° de controle op de kwaliteit van het oppervlaktewater, het grondwater, de omgevende lucht, de gronden en ondergronden die door het centrum voor technische ingraving kunnen worden beïnvloed.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de modaliteiten volgens welke deze verplichtingen ten laste van de exploitant zullen zijn, vast te leggen ».

**Art. 11.** In artikel 77 van hetzelfde decreet wordt in § 1, in fine, een punt 4° ingevoegd luidend als volgt :

« 4° voor een overtreding van artikel *59bis*. »

**Art. 12.** In artikel 79 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen « *59bis* » ingevoegd na de termen « 58, § 1. »

**Art. 13.** In artikel 180 van hetzelfde decreet worden de volgende leden ingevoegd :

« In afwijking van het vorige lid blijven de vóór de inwerkingtreding van dit decreet verleende vergunningen voor de exploitatie van een centrum voor technische ingraving geldig voor de vastgelegde termijn, met inachtneming van de volgende voorwaarden.

Binnen een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet moet de exploitant van een centrum voor technische ingraving die zijn vergunning vóór de inwerkingtreding van dit decreet heeft gekregen, een plan van aanleg van de site aan de bevoegde overheid voorleggen. Dit plan bevat met name de volgende gegevens :

1° de beschrijving van de overeenstemming van het centrum voor technische ingraving en van zijn bijgebouwen met de toepasselijke reglementering en in voorkomend geval een beschrijving van de corrigerende maatregelen die zouden moeten worden genomen;

2° informatie over zijn technische, financiële en beroeps capaciteit om met de exploitatie van het centrum voor technische ingraving voor te zetten en om te zorgen voor het nabeheer.

Op grond van het door de exploitant voorgelegde plan van aanleg van de site :

1° spreekt de bevoegde overheid zich uit over de voortzetting van de exploitatie van het centrum voor technische ingraving door, in voorkomend geval, de exploitatievoorwaarden te wijzigen of aan te vullen;

2° bepaalt de bevoegde overheid de verplichtingen voor het nabeheer overeenkomstig artikel *59bis*;

3° bepaalt de bevoegde overheid de nodige maatregelen om zo spoedig mogelijk een andere bestemming te geven aan het centrum voor technische ingraving dat de vergunning voor de voortzetting van de exploitatie niet gekregen heeft.

De Regering bepaalt de regels die van toepassing zijn op deze bepaling ».



**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op dezelfde datum als het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

*Stukken van de Raad* 379 (2001-2002), Nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 18 september 2002.

Bespreking. Stemming.



F. 2002 — 3359

[C - 2002/27875]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Décret modifiant le décret du 18 juillet 2002  
modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 79 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le numéro 68 est inséré entre le numéro 64 et le numéro 77.

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur le même jour que le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil* 400 (2002-2003) N° 1.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 18 septembre 2002.

Discussion. Vote.